

SYNTHÈSE ATELIER COHÉSION SOCIALE

1/ Démarche proposée

La séance plénière des assises des Outre-Mer sur la cohésion sociale s'est tenue le 12 décembre de 17h à 22h au centre culture Sonis aux Abymes. 130 personnes y ont participé, parmi lesquelles une majorité de représentants associatifs, environ 25 conseillers citoyens et des représentants de plusieurs institutions concernées, en particulier la DJSCS, le Rectorat, le RSMA et le Département.

Cette séance se voulait la plus participative possible. Elle avait vocation à identifier les thématiques requérant un approfondissement en ateliers (sous-groupes).

A l'issue d'une présentation chiffrée par la DJSCS de la situation sociale de la Guadeloupe, 4 mini-débats entre intervenants (universitaires, psychologues, éducateurs, enseignants, militants associatifs) furent organisés, respectivement sur la famille et la parentalité, l'école et le décrochage scolaire, le travail et le salariat et les valeurs de la République et le ciment de la créolité. L'échange se poursuivait ensuite avec la salle.

Compte tenu de la durée des échanges, le débat sur le salariat a été reporté à janvier. **Un atelier sur l'insertion sociale des jeunes sera également tenu le 26 janvier au lycée hôtelier du Gosier.**

2/ Eléments de diagnostic

Le diagnostic social de la Guadeloupe est largement documenté.

Pour synthétiser, la Guadeloupe se caractérise par un niveau de demande d'emploi très élevé (26%) en dépit d'un taux d'activité très faible (50%). Les personnes dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté représentent 20 % de la population. Rapporté au seuil de pauvreté de l'hexagone, la pauvreté touche 40 % de la population guadeloupéenne. Cette situation est traduite par la proportion de bénéficiaires de minima sociaux, quatre fois supérieure à celle de l'Hexagone.

Le décrochage scolaire (25 % contre 9 % dans l'Hexagone) et l'illettrisme (30 % contre 10 % dans l'Hexagone) sont préoccupants.

L'état sanitaire de la population est également plus dégradé. Les affections longues et les affections psychiatriques, qui concernent une frange certes réduite de la population, sont plus fréquentes. Le niveau des violences intra-familiales paraît également très élevé. Sur 130 meurtres de femmes au sein du couple en France, 7 ont eu lieu en Guadeloupe en 2017.

Si la société guadeloupéenne demeure jeune au regard des standards hexagonaux, elle vieillit en revanche plus rapidement et subit une émigration massive des jeunes diplômés. Le sentiment d'isolement des personnes âgées s'accroît en fortement, en lien vraisemblable avec la construction de grands ensembles d'habitat et une remise en cause du modèle de la famille élargie.

En dépit de cette précarité, les Guadeloupéens sont en moyenne plus souvent propriétaires de leur logement que les Hexagonaux. Le recours à la commission de surendettement est également nettement moindre qu'en moyenne nationale. Par ailleurs, contrairement à une opinion répandue, les données disponibles font état d'une consommation de substances stupéfiantes inférieure à celle de l'Hexagone. Enfin, le défi représenté par l'intégration de populations étrangères est moindre, la proportion d'étrangers en Guadeloupe étant faible (4%).

Les caractéristiques des familles guadeloupéennes se distinguent en moyenne nettement de celles des familles hexagonales : si la natalité se situe dans la moyenne nationale, la monoparentalité s'est accru de 20 % en 1990 à 40 % aujourd'hui. 61 % des enfants naissent hors couple, soit un niveau très supérieur à l'Hexagone et à la Martinique. Le caractère « multipartenarial » des configurations familiales est également documenté. Le recours à l'IVG est certaines années quatre fois plus élevé que dans l'Hexagone.

3/ Synthèse des échanges

Les échanges ont pleinement **atteint leur finalité participative**. L'ensemble des demandes d'intervention n'a pu être satisfaite. La liberté laissée aux participants dans leur expression a permis d'évoquer de très nombreux sujets, y compris sensibles, au-delà parfois des thématiques proposées, sans qu'à aucun moment les débats ne tournent à l'affrontement. De toute évidence, ce type d'échanges pourrait se poursuivre. La dynamique des conseils citoyens pourra s'y greffer.

Plusieurs institutionnels ont jugé cet espace de dialogue très utile tout en estimant que le degré de « maturité » pour un exercice d'objectivation de la situation et de projection dans des préconisations opérationnelles n'était pas encore atteint en Guadeloupe.

De fait, **peu de préconisations opérationnelles et aucun projet concret n'ont à ce stade été formulés.**

On retiendra des échanges les éléments suivants :

- sur le thème de la famille, l'**impact du système d'allocations sociales sur les choix familiaux** a été très présent dans les débats. Les défenseurs comme les détracteurs de ce système se sont accordés sur la force des incitations créées. Pour ces derniers, celui-ci contribue fortement à l'accroissement de la **monoparentalité**. L'**affaiblissement de la famille élargie**, dans laquelle l'éducation des enfants aurait été aussi bien prise en charge par les mères que par les tantes et les grands-mères, a également été plusieurs fois évoqué. Enfin, la **revalorisation de la fonction paternelle** a été à plusieurs reprises suggérée. Si peu de recommandations opérationnelles ont été formulées, elles pourront résulter des *assises de la famille* actuellement organisées par le conseil départemental ;
- l'école a été l'objet de critiques fournies. Plusieurs enseignants ont eux-mêmes évoqué une lenteur d'adaptation de l'institution scolaire aux évolutions sociales. La nécessité d'un « changement de logiciel » et d'une éducation moins fondée sur l'interdit a fait l'objet des applaudissements les plus nourris de la soirée. Des interrogations se sont exprimées sur l'intérêt même d'aller à l'école, les intervenants rappelant la preuve apportée par toutes les études d'une corrélation entre le diplôme et le taux d'emploi. Le niveau de violence des élèves a été mentionné par plusieurs intervenants.

Une critique récurrente a porté sur l'**absence de service de restauration scolaire, en particulier le mercredi**, et même sur l'abandon de la pratique du petit-déjeuner à l'école. L'intérêt de **repenser l'organisation du temps libre des élèves et de la durée de leurs congés estivaux** a été souligné.

Le sentiment d'une perte de sens a sous-tendu ces débats autant, paradoxalement, que le rappel de la responsabilité de chacun dans le bon fonctionnement des institutions. Quelques préconisations ont été formulées sur la *sensibilisation à l'entreprise dès l'enseignement primaire et l'ouverture de l'école aux talents des parents*. *L'organisation fin janvier d'assises de l'éducation par le Rectorat devrait permettre d'approfondir les échanges ;*

- la question de l'emploi a ponctué les débats : une grande souffrance s'est exprimée sur l'absence de perspectives professionnelles en Guadeloupe. **Pour les diplômés guadeloupéens, l'entreprise paraît un monde fermé et la fonction publique territoriale apparaît comme la seule opportunité.** Le décalage entre l'effort fourni et les rémunérations dans les filières techniques et la dévalorisation des métiers ont également été mentionnés. *La transformation des quartiers prioritaires en zones franches commerciales a été évoquée par une participante ;*
- Sur le thème des valeurs républicaines comme mortier de la cohésion sociale, les échanges n'ont pas pu créer de consensus sur l'accueil des populations étrangères. Globalement, tout en condamnant l'inaction de l'État face à la « ghettoïsation » de certains quartiers pointois, les participants ont estimé que la société guadeloupéenne demeure une société ouverte. Les pogroms des années 1990 ne seraient que l'expression d'une précarité accrue et de la concurrence sociale qui en aurait résulté. Certains participants ont inversément regretté une forme de déni, l'« impensé de la discrimination et du racisme en Guadeloupe ». *La mise en place effective des référents déontologiques dans les administrations a été préconisée.* Le thème des discriminations selon la couleur de peau, notamment dans l'accès aux postes d'encadrement dans le secteur privé, a également été évoqué. Enfin, une intervenante a plaidé pour un *meilleur enseignement de l'histoire et de la culture afro-caribéenne à l'école*, la connaissance de sa propre culture étant la condition de l'ouverture aux autres. Une autre intervenante a également invité à voir les quartiers prioritaires comme une ressource, pas un problème. Elle a invité à garder « le meilleur de ses origines » comme voie de résilience et évoqué l'intérêt d'une réflexion sur la *discrimination positive*.

4/ En synthèse

Si cette plénière a permis d'initier un premier débat sur la cohésion sociale sans laisser place à des logiques frontales et de nommer quelques maux de la société guadeloupéenne, elle trahit avant tout le hiatus entre le diagnostic posé depuis longtemps par les responsables sur le territoire et la parole portée par la majorité de la population.

A aucun moment, les contradictions dans lesquelles se débat ce territoire n'ont pu trouver d'accord des différentes parties:

- la contradiction entre d'une part la départementalisation, issue après-guerre d'une légitime revendication à l'égalité des droits et à la réparation, et d'autre part l'extension d'une législation sociale, produit d'une histoire économique profondément différente, qui, en freinant le déploiement par la Guadeloupe de ses véritables avantages comparatifs, conditionne sa croissance à un accroissement des transferts.
- l'incapacité à formuler un choix entre deux options incompatibles : l'égalité réelle supposant une convergence des fonctionnements sociaux ou le développement, au sein de la République, d'un modèle propre fondé sur une histoire acceptée et des fonctionnements sociaux intrinsèques.

De fait, la plupart des acteurs institutionnels et associatifs dans le champ de la cohésion sociale admettent en privé une triple singularité de la Guadeloupe (et des Antilles) :

- un modèle familial sans présence paternelle forte, liée possiblement à la dépossession historique des enfants par le maître, construit autour de la mère et d'une responsabilité parentale partagée par les femmes de l'environnement familial. Beaucoup d'acteurs associatifs estiment que l'exode rural, la fin de l'habitat traditionnel et la création du RMI ont davantage fragilisé la famille élargie, la place du père et souvent la relation même à l'enfant et la conscience des devoirs parentaux. Selon les acteurs au contact des jeunes les plus en difficulté, cette situation expliquerait en grande partie l'importance du décrochage scolaire en Guadeloupe et, dans certains cas, l'enclenchement d'un cycle chômage – oisiveté – délinquance. Dans certaines couches de la société guadeloupéenne, un effort massif devrait donc être fait en matière d'éducation à la parentalité. Exprimée en privé par l'une des personnes présentes, la suggestion d'un effort particulier dès la grossesse, lorsqu'une configuration familiale particulière est repérée, mériterait d'être creusée ;
- un marché du travail aux fonctionnements singuliers:
 - ✗ la rareté du travail induite par des contraintes structurelles liées à l'insularité et à l'éloignement ;
 - ✗ le rationnement du travail déclaré lié aux choix politiques d'après-guerre ;
 - ✗ un rapport au salariat encore en partie héritier de la relation forcée de travail imposée par le système esclavagiste, qui explique parmi d'autres facteurs (sélectivité excessive des employeurs, insuffisance amplitude de l'offre de formation) la persistance de secteurs en tension dans une économie marquée par un chômage massif et l'importance du turnover des salariés (même si le taux de vacances d'emploi se situe dans la moyenne nationale).

Ces caractéristiques induisent un taux de chômage et un recours à l'aide sociale élevés, compensés par l'ampleur de l'économie informelle.

Or, si l'économie informelle permet d'ajouter au pouvoir d'achat immédiat, elle est à moyen terme triplement perdante puisque :

- ✗ elle prive les collectivités de recettes mais accroît les transferts sociaux ;
 - ✗ elle prive les salariés dont l'activité est exclusivement informelle d'une partie de leurs droits ;
 - ✗ elle entretient une césure profonde entre insiders et outsiders, condamnés à la débrouille et à « jobber ».
- une diversité métissée qui, fondée sur la construction d'une mémoire douloureuse mais apaisée et une nouvelle solidarité intergénérationnelle, pourrait constituer un projet. Or, plusieurs groupes sociaux semblent encore cohabiter sans cohésion et dans un rapport aux institutions s'étageant d'une entière adhésion à une quasi-ignorance. Cette situation est de nature à alimenter un fort sentiment d'injustice qui est aussi un facteur de risque pour la cohésion sociale.